Ya leil ya leil

Par Youcef Merahi

Les pays arabes ont en commun tout ce qui peut les amener à construire, intelligemment et opportunément, une communauté d'intérêts à même de faire face aux défis de l'heure. Ils disposent pratiquement d'un même territoire, d'une histoire commune, d'une même religion, de richesses du sous-sol considérables et d'un destin convergent à souhait. Sauf que ces pays sont malades de leurs gouvernants et de leur histoire.

Il s'agit, ici, de parler de culture politique et d'amour de la démocratie. Quand cette dernière arrange les affaires du Prince, il s'en accommode, allant jusqu'à se métamorphoser en seigneur de cette pratique socio-politique, ô combien salutaire pour les peuples. Un pouvoir et un contre-pouvoir. Un gouvernant et son alternance. L'intérêt de tous. Ce n'est pas une utopie, puisque cette pratique a été testée avec bonheur dans maints pays. Sauf que dans les pays arabes, dès qu'un politique conquiert le pouvoir par les urnes, par un coup d'Etat ou par l'assassinat politique, il s'installe confortablement, louvoie par rapport aux uns et aux autres, utilise telle force contre une force, tisse sa toile d'araignée (gestuelle arachnéenne ô combien perfide !) et met en orbite sa «hachia», tribu, cousins, alliances de sang et de profit, ascendance ou descendance. Ainsi, les jeux sont faits !

Les pays arabes portent, en eux, cette tare comme une malédiction. Sont-ils condamnés à «s'entendre pour ne pas s'entendre» ? Il y a de cela. Et plus que cela. Le gouvernant dispose du koursi, en use et abuse. D'emblée, le peuple – cette victime sacrificielle — est mis sur le ban du jeu politique. Les urnes, le vote existe bel et bien, si, si, mais n'affirme jamais la volonté du grand nombre. Les forces politiques, comme dans une partie de poker, reçoivent les cartes au gré des intérêts du Prince. Et ce, dans une stratégie politicienne suicidaire. Dès lors, il y a mise en place d'une monarchie à peine déguisée qui veut que la transmission du pouvoir se fait par droit d'héritage, comme ce fut le cas en Syrie. Comme cela a failli être le cas en Égypte. En Libye aussi. Pour ce qui est de l'Algérie, tout porte à croire que le scénario était déjà fignolé ; tout porte à croire, les observateurs nationaux l'affirment, que c'est le cas.

Mais voilà, de la théorie à la pratique, il y a justement des étapes pédagogiques à franchir ; ce que les pays arabes n'ont pas encore réalisé. Car ils ont été, souvent à leur corps défendant, mais parfois par leur volonté propre, à côté de l'Histoire des relations internationales. Ils ne font pas l'Histoire, ils sont faits par celle-ci. C'est là où le bât blesse !

Après la guerre de Libération nationale, l'Algérie a réglé la gestion politique du pays à la hussarde. Le conflit durant la grande épreuve a ouvertement éclaté après les accords d'Evian. De la purge à l'élimination, le pouvoir a été le graal qu'il fallait saisir à tout prix. Une amorce de guerre civile a été perçue, du reste. Dite «guerre de wilayas», l'Algérie aurait pu sombrer dans un déchirement fratricide. Sauf que le Maroc, ce voisin capricieux, un tantinet belliqueux, jaloux très certainement de l'Algérie, a été l'élément de rassemblement des Algériens. Ben Bella n'a pas fait long feu sur le koursi ; Boumediène l'en a délogé, manu militari, pour un règne sans partage et l'a embastillé des années durant. L'unanimisme politique était l'unique canevas d'évolution pour la politique algérienne. Et la violence politique a été une réponse à toute tentative de sortie d'un système hermaphrodite qui ne consent aucune alliance en dehors du clan. Rien n'a fait ébranler le règne de Boumediène ; seul son décès en 1978 a permis à Chadli (un membre du Conseil de la révolution, qui s'en souvient ?), par défaut presque, par utilité systémique, d'émerger pour, ensuite, organiser la «longue marche» d'un pouvoir à flanc de leurre. Après la blessure d'Octobre et le nihilisme assassin de l'islam politique, l'Algérie n'a pas fini de dire sa cure de violence.

Le scénario algérien d'après l'interruption électorale de 1992 semble prendre racine dans, au moins, trois pays arabes : la Tunisie, l'Égypte et la Syrie. Faut-il préciser que le cas libyen est un tant soit peu différent, puisque les milices font et défont la situation dans ce pays que Keddafi a mené à la ruine totale ? La situation est différente ailleurs. Moncef Merzouki est toujours président en Tunisie, tout comme Bachar El Assad (le fils de son père) en Syrie. Mais en fait, ils président quelle situation, sinon un chaos annoncé, déclaré et acquis par le fait des armes. Morsi a été bouté par l'armée, sous la pression (volontaire ou organisée ?) de la rue. Il faut déterminer les tenants et les aboutissants des anti-Morsi. Je ne crois pas à un soulèvement spontané, c'est trop facile. Les peuples arabes sont friands de ce genre de réactions suscitées par des forces occultes. Mais voilà, la donne islamiste (les Frères musulmans en Égypte, les «Nahdistes» et son bras armé en Tunisie et la nébuleuse intégriste en Syrie) est là, qui fausse tous les calculs. Seulement, la violence, portée comme une malédiction, une violence «sysiphienne», soumet les pays arabes à une forme masochiste d'autodestruction. Si la politique ne règle pas ce noumène arabe, les armes le pourront-elles ? Ou alors, leur faut-il pour chaque pays un dictateur éclairé qui taillera les excès, relèvera les niveaux de culture, redressera l'économie en cassant la prédiction de Rostow et ira vers la pousse démocratique. Je relève la contradiction ; mais, s'il faut passer par la fatalité théocratique, les urnes ne seront plus que la boîte du Chitan. Il n'y aura plus de retour en arrière. Le point de non-retour, quoi !

Devant cette anarchie arabe, les Américains et les Européens bombent le torse et exhibent leurs biceps. Leurs intérêts géostratégiques, et l'ogre sioniste, font que ces «tsars» du monde ne laisseront personne leur couper l'herbe sous le pied. Ils frapperont, un jour, ici, en Syrie, en Tunisie, comme ils l'ont fait en Irak et en Libye. Tout indique qu'ils passeront à l'action. Ni le Congrès américain, ni l'opposition française ne pourront arrêter les coups de menton belliqueux d'un Obama (Obama ! qui aurait dit ?) ou d'un Hollande (décidément, les socialistes français n'ont pas retenu la leçon algérienne). Je le répète, encore une fois, les pays arabes ont tout pour bâtir une communauté (à défaut d'une nation) d'intérêts ; mais ont-ils l'intelligence pour ce faire ? En attendant, chantons à tue-tête : «Ya leïl, ya leïl», en attendant que le soleil de la démocratie pointe sur nos pays respectifs.

Y. M.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Et dire qu'on aurait pu le faire plus tôt !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com

La nuit dernière, entre 22 heures 45 minutes et minuit, Abdekka n'a reçu personne en tête-à-tête.

C'est inquiétant !

Quand je pense au fric que nous avons gaspillé jusque-là en organisant des Conseils des ministres ! 50 ans de Conseils des ministres ou de Conseils de la révolution, une réunion cousine de la première. Mon Dieu ! Rien qu'en eau ! Oui, en eau minérale servie lors de ces conseils. Des millions d'hectolitres d'eau rare et précieuse. Combien de projets d'utilité publique aurions-nous pu réaliser rien qu'avec la facture d'eau minérale avalée par les ministres convoqués par le président pour se faire enguirlander ? Des tonnes de projets. Ajoutez à la facture d'eau, celle de thé, de café et de ces délicieux petits-fours servis au début et avalés tout au long du Conseil par les petits gourmands pas regardants pour un sou public sur leur taux de glycémie. Et le carburant ? Oui, le carburant des luxueuses limousines, de la DS 21 d'antan à la dernière Peugeot ayant servi toutes ces années à transporter les ministres vers la salle du conseil qui leur est dédiée. De quoi alimenter en gasoil le Maroc pendant des décennies ! Mieux encore ! Imaginez un seul instant ce que nous aurions pu faire en économisant sur les millions de kilomètres de bandes vidéo – du temps de la vidéo sur bandes — et de cartes mémoire numériques gaspillées inutilement à filmer en longueurs et en langueurs des Conseils des ministres totalement inutiles comme l'a si utilement rappelé le très utile Premier ministre Sellal. Plus dramatique encore ! Les dépenses en soins engendrés par les varices nées dans les membres inférieurs des gardes républicains en charge d'assurer la faction devant la porte du Conseil ! Additionnez les gardes, les heures de garde, calculez sur une cinquantaine d'années et faites une moyenne avec les statistiques des rhumatos et aux autres spécialistes en circulation sanguine et vous aurez au bout un chiffre de dépenses de santé astronomique. Et la note d'électricité, hein, la note ? D'autant plus qu'ici, je n'évoque pas seulement l'éclairage pendant un demi-siècle de la salle du Conseil. Ce n'est pas la seule facture. Parce qu'il faut lui en adjoindre une autre. Celle des milliers d'aspirateurs qui, en cinquante ans de loyaux et fidèles services, ont été actionnés sur la moquette pour la rendre propre et digne des chaussures présidentielles et ministérielles qui ont défilé et défilent encore dessus. Oh ! Et puis, allez ! Tant qu'on y est, ajoutez les notes conjuguées du chauffage en hiver et de la climatisation en été de la salle du Conseil des ministres et nous aurions quoi, aujourd'hui ? Le seul pays au monde sans Conseil des ministres, juste téléguidé à partir d'un salon style «mouresk» d'une propriété située à quelques encablures marines de la capitale. Le tout sur fond de murmures murmurés par l'homme à la télécommande. Tout de même ! Gaffe aux piles de la télécommande. Ces trucs-là, quand ça s'épuise, faut vite les remplacer, sinon, elles risquent de couler dans le compartiment. Et là, ce que nous aurions économisé en supprimant les Conseils des ministres, nous serions contraints de le dépenser à reconstruire un pays bousillé, en panne par la faute de piles complètement à plat. Avouez que ce serait tout de même un brin falot ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.